REPUBLIQUE DU CAMEROUN

PAIX - TRAVAIL - PATRIE

RAPPORT ANNUEL DE PERFORMANCE 2017

CHAPITRE 05

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

VERSION FRANÇAISE

SOMMAIRE

	NOTE EXPLICATIVE	3
1.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES	4
1.1.	RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE	5
1.2.	PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE	5
1.3.	CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES	5
1.4.	AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2017	7
2.	ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES	8
2.1.	PROGRAMME 061: GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	10
2.1.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	11
2.1.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	12
2.1.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2017	12
2.1.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2017	13
2.2.	PROGRAMME 062: PILOTAGE ET DEVELOPPEMENT DES ATTRIBUTIONS CONFIEES AU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	24
2.2.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	25
2.2.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	26
2.2.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2017	26
2.2.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2017	27
3.	BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES	33
3.1.	RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE	34
3.2.	LEÇONS APPRISES	35
3.3.	PERSPECTIVES	35

NOTE EXPLICATIVE

Le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE), en vigueur depuis 2010 ambitionne de (i) porter la croissance à 5,5% en moyenne annuelle sur la période 2010-2020 ; (ii) ramener le sous-emploi de 75,8% à moins de 50% en 2020 ; et (iii) ramener la pauvreté monétaire de 39,9% à 28,7% en 2020.

1. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

Les deux programmes ont été mis en œuvre dans un contexte marqué par le non renouvellement de la chambre du Conseil Economique et Social. Cette situation ne permet pas à l'institution de jouer pleinement son rôle. Ce qui justifie la faible dotation budgétaire qui ne nous permet pas de subvenir à nos besoins.

1.1. RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE

Le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE), en vigueur depuis 2010 ambitionne de (i) porter la croissance à 5,5% en moyenne annuelle sur la période 2010-2020 ; (ii) ramener le sous-emploi de 75,8% à moins de 50% en 2020 ; et (iii) ramener la pauvreté monétaire de 39,9% à 28,7% en 2020.

1.2. PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE

1.3. CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES

Conjoncture économique internationale et nationale : lorsque commence l'année 2013, l'environnement économique international se caractérise par une reprise timide de l'économie américaine et une crise de la dette dans la zone Euro. Bien que freinée par le fléchissement de la demande dans les pays avancés, la croissance mondiale qui se situe à fin 2012 à 3,3% est principalement tirée par la Chine et les pays dits émergents. Au plan national, et après la reprise entamée il y a trois ans, la croissance s'est consolidée en 2012. Elle se situe à 4,6% contre 4,1% en 2011. Elle reste néanmoins inférieure aux prévisions, ce qui va nécessité en 2013 des efforts, tous secteurs confondus, pour atteindre les objectifs de croissance prévus dans le DSCE sur la période 2010-2020 à savoir 5,5% en moyenne annuelle. L'inflation reste maîtrisée en dessous de 3%, et le Cameroun respecte les principaux critères de convergence multilatérale fixés par la CEMAC. Les performances de l'économie nationale restent cependant tributaires :du niveau de la production agricole et industrielle ; de la fourniture énergétique dont l'offre demeure très largement inférieure à la demande ;du rythme de réalisation des grands projets miniers et d'infrastructures en cours ;de l'accès au financement des PME/PMI ; de la réussite des réformes sur les finances publiques ; et du développement du commerce avec les pays voisins, principalement le Nigeria.

Loi de finances 2013 ambitieuse : promulguée par le Chef de l'Etat le 21 décembre 2012, la LF 2013 consacre le premier budget de l'Etat présenté par programmes. Ce budget est équilibré en ressources et en dépenses à la somme de 3.236 milliards, en hausse de 15,6% par rapport au budget 2012. Dans ce budget, les recettes pétrolières se situent à 705 milliards, les recettes non pétrolières à 1.957 milliards, et les autres recettes sont prévues à 574 milliards, dont 250 milliards d'émission de titres publics. L'effort attendu des administrations d'assiette est donc important. Les impôts et taxes devront être prélevés à hauteur de 1.852 milliards dont 1214

milliards pour les recettes fiscales et 638 milliards au titre des recettes douanières.Au niveau des dépenses, l'investissement reçoit une enveloppe globale de 957 milliards, en hausse de 20,8%, et 2.279 milliards sont consacrés aux dépenses de fonctionnement. Une dotation de 314 milliards est prévue pour le paiement de la dette publique, soit 92,8 milliards pour la dette extérieure et 221,2 milliards pour la dette intérieure. Les transferts et subventions reçoivent une enveloppe de 526 milliards à raison de 220 milliards pour la subvention des prix des carburants, 154 milliards pour les autres subventions et 152 milliards pour les pensions.

Poursuite de la mise en œuvre de la réforme fiscale de 2007 :depuis l'exercice budgétaire 2008, l'administration fiscale est engagée dans un vaste programme de réforme visant globalement l'amélioration de sa relation avec le contribuable/client en vue d'une meilleure mobilisation des recettes fiscales. Ainsi, des mesures fiscales nouvelles sont introduites dans lesLF successives à l'effet d'opérationnaliser les recommandations issues de la réforme de 2007. A côté des mesures fiscales proprement dites, une réorganisation interne de Direction Générale des Impôts a été engagée et se poursuit avec notamment : la création et le développement des centres des impôts des moyennes entreprises (CIME), la création des centres pilotes à Douala et Yaoundé, la simplification des procédures de déclaration et de paiement des impôts, la réforme de l'identifiant unique (IDU), etc. L'année 2013 devrait permettre encore une avancée dans la mise en œuvre des différents chantiers nés de la réforme fiscale de 2007.

Dynamisation du marché financier des titres publics : depuis quelques années, le marché financier national offre à l'Etat la possibilité de diversifier les sources de financement du budget, en même temps qu'il permet d'améliorer la gestion de la trésorerie de l'Etat. Fort des succès enregistrés lors des émissions obligataires menées par l'Etat depuis 2010, et dans le souci d'accroître l'attractivité du marché obligataire de la DSX, l'Etat a pris l'option de poursuivre en 2013 l'émission de titres publics. A cet effet, une autorisation du Parlement a été prévue dans la LF 2013 à hauteur de 250 milliards FCFA.

Mise en œuvre de la réforme budgétaire de l'Etat à accélérer : l'année 2013 consacre l'entrée en vigueur du budget programme. Dans ce cadre, 156 programmes de dépenses associés à des politiques publiques ont été mis en œuvre dans le cadre des chapitres budgétaires prévus par la nomenclature budgétaire en vigueur. Cette grande avancée constituait également un défi majeur pour le Ministère des Finances, qui avait la lourde tâche de mener à bien l'exécution du tout premier budget programme de l'Etat. La maitrise des nouvelles procédures, la formation continue des acteurs des finances publiques, le risque informatique, l'appropriation globale de la réforme, sont autant d'enjeux dont les contours devaient être maitrisés pour assurer une bonne exécution des programmes 2013. Par ailleurs, si l'entrée en vigueur du budget programme est une grande victoire, les autres axes de la réforme dont la mise en œuvre s'est poursuivie, demeurent des défis constants que le département se doit de relever avec l'appui des partenaires au développement.

Cadre institutionnel rénové d'exécution des programmes : l'entrée en vigueur du budget programme a amené l'administration publique à revoir son fonctionnement interne au regard des exigences du budget programme. Conformément aux prescriptions du RFE, des responsables de programmes ont été désignés au sein des ministères pour le pilotage opérationnel des actions relevant de chaque programme. Les interactions entre ces nouveaux acteurs et les acteurs traditionnels de la gestion des finances publiques (ordonnateurs et comptables) sont des aspects qu'il a fallu surveiller pour parvenir une cohérence d'ensemble de l'exécution budgétaire. Il fallait également enclencher les travaux préparatoires à l'arrivée d'un autre acteur, le contrôleur de gestion, dont le rôle devra être pris en compte dans le pilotage et le suivi des performances des programmes. Au niveau du Comité Interministériel d'Examen des Programmes (CIEP), il a été question de travailler en profondeur sur le contenu des programmes des différents départements ministériel. Un cadre harmonisé de présentation des programmes supports a été validé pour veiller à cette cohérence d'ensemble nécessaire à la réussite de la réforme du budget programme.

1.4. AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2017

D'autres faits majeurs sont à relever parce qu'ayant influencé la mise en œuvre des programmes du Conseil Economique et Social au cours de l'année 2016 :

- Le climat d'insécurité dans le grand Nord et l'Est du pays avec, la guerre contre la secte islamique Boko Haram ainsi que désordre institutionnel en RCA.
- La baisse des cours des matières premières
- la crise dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest
- la mise en œuvre du programme de redressement économique avec le FMI
- les conditionnalités budgétaires conclus avec plusieurs partenaires techniques et financiers (Union Européenne, Banque Mondiale, Banque Africaine de Développement et Agence Française de Développement)
- la préparation de la CAN 2019
- la situation économique difficile dans la sous région CEMAC dû à la baisse des cours des matières premières notamment le pétrole et les réajustements qui en découlent.

2. ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

L'objectif du programme 061 était d'améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes au CES. Le CES a consacré la grande partie de la dotation de crédits de ce Programme à la construction de l'immeuble siège, à l'acquisition de matériels informatiques et électroniques. Il faut noter que les faits majeurs qui ne permettent pas au Conseil Economique et Social de jouer pleinement son rôle restent l'inadéquation de la structure d'accueil de cette institution et le renouvellement de la chambre raison pour laquelle, le budget du CES est resté stable depuis six ans, sinon en diminution.

L'objectif du programme 062 était de renforcer et faciliter la mise en œuvre des politiques publiques c'est à dire apporter des avis pertinents sur les projets de textes et lois à caractère économique, social et culturel. Dans le but d'améliorer les conditions de vie de la population

2017

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.1. PROGRAMME 061

GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Responsable du programme

ESSOME BIKOU René Marie
Secretaire Général du Conseil Economique et Social

2.1.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Objectif	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes au CES		
Indicateur	**Intitulé :**	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du CES	
	Unité de mesure :	Pourcentage	
	Valeur de référence	40%	
	Année de référence	2013	
	Valeur cible	100%	
	Année cible	2017	
Actions du programme	Action 01 : Coordination et suivi des activités des services du CES Action 02 : Etudes stratégiques et planification au CES Action 03 : Gestion financière et budgétaire au CES Action 04 : Amélioration du cadre de travail du CES Action 05 : Développement des ressources humaines		
Dotations initiales	AE : **1 248 000 000**		CP **1 248 000 000**
Responsable du programme	**M**. **WONYU Emmanuel Samuel**, Secrétaire Général du Conseil Economique et Social		

OBJECTIF	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en oeuvre des programmes du CES		
Indicateur	Intitulé:	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du CES	
	Unité de mesure	%	
	Valeur de référence: Année de référence:	60.0 2013	
	Valeur Cible Année cible:	100.0 2014	
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01:	COORDINATION ET SUIVI DES ACTIVITES DES SERVICES DU CES	
	Action 02:	ETUDES STRATEGIQUES ET PLANIFICATION AU CES	
	Action 03:	GESTION FINANCIERE ET BUDGETAIRE AU CES	
	Action 04:	AMELIORATION DU CADRE DE TRAVAIL DU CES	
	Action 05:	DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES	
DOTATIONS INITIALES	AE 1 248 000 000		CP 1 248 000 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	ESSOME BIKOU René Marie, Secretaire Général du Conseil Economique et Social		

2.1.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Le programme 061 du Conseil Economique et Social a été exécuté à 92,85%. Cela est dû au non fonctionnement de la chambre et la modicité des crédits alloués pour l'accomplissement des missions confiées à l'institution.

2.1.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2017

Analyse de la performance globale du Programme 061

RESULTAT TECHNIQUE OBTENU	92,85%	
TAUX DE REALISATION DE L'INDICATEUR	99;45%	
DOTATION DE CREDITS REVISES (écarts)	AE 1 258 951 795	CP : 1 258 951 795
CREDITS CONSOMMES	AE : 1 241 244 525	CP : 1 241 244 525
TAUX DE CONSOMMATION	98;59%	98;59%
JUSTIFICATION DU RESULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	- L'écart observé entre le taux de réalisation technique et le taux de consommation est dû au fait que la construction de l'immeuble qui reste l'activité phare de ce programme est pluriannuelle.	
PERSPECTIVES POUR 2017	Pour l'exercice 2018, le CES envisage le parachèvement de l'immeuble siège, ce qui à terme, pourra favoriser le redéploiement du personnel, voire, améliorer considérablement la performance de l'institution.	

2.1.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2017

<table>
<tr><td colspan="9">ACTION 01 :COORDINATION ET SUIVI DES ACTIVIT2S DES SERVICES DU CES</td></tr>
<tr><td>OBJECTIF</td><td colspan="8">Assurer le bon fonctionnement de toutes les structures du CES</td></tr>
<tr><td rowspan="7">INDICATEUR</td><td colspan="3">Intitulé :</td><td colspan="4">Taux de mise en place du dispositif de pilotage axé sur la performance au CES</td><td rowspan="7">Taux de réalisation technique :
80%</td></tr>
<tr><td colspan="3">Unité de mesure :</td><td colspan="4">Pourcentage</td></tr>
<tr><td colspan="3">Année de référence :</td><td colspan="4">2013</td></tr>
<tr><td colspan="3">Valeur de référence :</td><td colspan="4">30%</td></tr>
<tr><td colspan="3">Année cible :</td><td colspan="4">2017</td></tr>
<tr><td colspan="3">Valeur cible :</td><td colspan="4">100%</td></tr>
<tr><td colspan="3">Réalisation exercice (Résultat technique) 80</td><td colspan="4">80%</td></tr>
<tr><td rowspan="3">CREDITS</td><td colspan="2">DOTATION INITIALE</td><td colspan="2">DOTATION REVISEE</td><td colspan="2">CONSOMMATION</td><td colspan="2">Taux de réalisation financière</td></tr>
<tr><td>AE</td><td>CP</td><td>AE</td><td>CP</td><td>AE</td><td>CP</td><td>AE</td><td>CP</td></tr>
<tr><td>722 000 000</td><td>722 000 000</td><td>722 000 000</td><td>722 000 000</td><td>697 000 000</td><td>697 000 000</td><td>96,54%</td><td>96,54%</td></tr>
<tr><td>ACTIVITES MAJEURES REALISEES</td><td colspan="8">- Les réunions de coordination
- La participation aux différents séminaires de préparation du budget
- Fonctionnement de l’hôtel du Président
- Salaire du personnel
- Fonctionnement des services du Secrétariat Général</td></tr>
<tr><td>CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DE L’ACTION</td><td colspan="8">- La récession financière qui a entouré la mise en œuvre de ces activités n’a pas permis à l’institution de répondre favorablement aux besoins accrus des services.</td></tr>
<tr><td>JUSTIFICATION DU RESULTAT ET DE L’UTILISATION DES RESSOURCES</td><td colspan="8">- Ce résultat s’explique surtout par la politique rigide des quotas dont est soumise notre Institution ;</td></tr>
</table>

PERSPECTIVES	- La relance de la chambre permettra le fonctionnement optimal des services du CES

ACTION 02 : **Etudes stratégiques et planification au CES**								
OBJECTIF	Améliorer la qualité et l'efficacité de la dépenseau CES							
INDICATEUR	Intitulé :		Nombre de documents de planification et de programmation produits annuellement dans les délais au CES				Nombre de documents : 3/4	
	Unité de mesure :		Nombre					
	Année de référence :		2013					
	Valeur de référence :		3					
	Année cible :		2017					
	Valeur cible :		4					
	Réalisation exercice (Résultat technique) :		3/4					
CREDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION REVISEE		CONSOMMATION		Taux de réalisation financière	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	26 000 000	26 000 000	26 000 000	26 000 000	26 000 000	26 000 000	100%	100%
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Actualisation du PAP - Actualisation du CDMT - Actualisation du PPA							
CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION	- Personnel de la chaîne PPBS non disponible à cause de leurs multiples sollicitations ; - Absence d'un système d'information favorisant une bonne coordination des activités.							

JUSTIFICATION DU RESULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	- Ce résultat s'explique par le fait que l'Institution s'est mise en application du Nouveau Régime Financier de l'Etat depuis 2012, ce qui a permis cette familiarité dans la procédure d'élaboration du budget programme.
PERSPECTIVES	- Mise en place d'un système d'information propice à une meilleure coordination des activités.

ACTION 03 : **GESTION FINANCIERE ET BUDGETAIRE AU CES**								
OBJECTIF	Assurer une bonne exécution financière des programmes au CES							
INDICATEUR	Intitulé :		Nombre de documents budgétaires et financiers produits annuellement dans les délais au CES				Nombre de documents technique :3/5	
	Unité de mesure :		Nombre					
	Année de référence :		2013					
	Valeur de référence :		3					
	Année cible :		2017					
	Valeur cible :		5					
	Réalisation exercice (Résultat technique) :3/5		3/5					
CREDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION REVISEE		CONSOMMATION		Taux de réalisation financière	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	6 000 000	6 000 000	6 000 000	6 000 000	6 000 000	6 000 000	100%	100%
ACTIVITES MAJEURES REALISEES	- Chaine des résultats ; - Rapport Annuel de Performance (RAP) ; - Elaboration compte de gestion							
CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION	- Non informatisation de la gestion budgétaire et comptable							

JUSTIFICATION DU RESULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	- L'insuffisance des moyens ne nous a pas permis de produire les cinq (05) documents de cette actions.
PERSPECTIVES 2014	- Informatiser le système au regard des risques d'incohérencedes données dans les différents documents produits manuellement

ACTION 04 : **AMELIORATION DU CADRE DE TRAVAIL DU CES**								
OBJECTIF	Doter les services des infrastructures et équipements adéquats au CES							
INDICATEUR	Intitulé :		Ration de personnel disposant d'un poste de travail au CES				Taux de réalisation technique :2/1	
	Unité de mesure :		Pourcentage					
	Année de référence :		2013					
	Valeur de référence :		4/1					
	Année cible :		2017					
	Valeur cible :		1/1					
	Réalisation exercice (Résultat technique) :2/1		2/1					
CREDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION REVISEE		CONSOMMATION		Taux de réalisation financière	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	505 000 000	505 000 000	505 000 000	505 000 000	505 000 000	505 000 000	100%	100%
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Construction de l'immeuble siège - Acquisition des équipements - Equipement de la bibliothèque							

CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION	- La réalisation de cet important projet est financée essentiellement par une dotation spéciale. (refernce CES/PM)
JUSTIFICATION DU RESULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	- Les équipements prévus en 2016 ont été entièrement acquis - les travaux de construction du siège prévus en 2016 n'on pas été réalisés totalement à cause du retard accusé sur la signature des avenants des travaux supplémentaires
PERSPECTIVES	- sollicitation des fonds supplémentaires pour le parachèvement des travaux de construction de l'immeuble siège

ACTION 05 : **DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES**

OBJECTIF	Accroître qualitativement et quantitativement les ressources humaines au CES		
INDICATEUR	Intitulé :	Nombre de formations organisées au CES	Réalisation technique : 8
	Unité de mesure :	Nombre	
	Année de référence :	2013	
	Valeur de référence :	5	
	Année cible :	2017	
	Valeur cible :	10	
	Réalisation exercice (Résultat technique) : 8	8	

CREDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION REVISEE		CONSOMMATION		Taux de réalisation financière	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	93 000 000	93 000 000	93 000 000	93 000 000	93 000 000	93 000 000	100%	100%

ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Formation du personnel - Recrutement du personnel
CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION	- La construction de l'immeuble siège n'étant toujours pas achevée, le CES n'a pas pu recruter massivement tel que prévu en début d'exercice.
JUSTIFICATION DU RESULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	- Il reste à signaler ici qu'il ya eu quelques recrutements, mais la quasi-totalité des ressources allouées a servi à la formation et au recyclage du personnel en fonction.
PERSPECTIVES	- Recrutement en qualité et en quantité des personnels à l'issue de l'achèvement de l'immeuble siège.

Action 01 COORDINATION ET SUIVI DES ACTIVITES DES SERVICES DU CES

OBJECTIF	Assurer le bon fonctionnement de toutes les structures du CES							
Indicateur	Intitulé:	Niveau de mise en place du dispositif de pilotage axé sur la performance du CES					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	%						
	Année de référence:	2013						
	Valeur de référence:	30.0						
	Année cible:	2017						
	Valeur Cible	80.0					80%	
	Réalisation exercice (Résultat technique):	80						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	697 000 000	697 000 000	714 344 528	714 344 528	714 344 528	714 344 528	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	- La récession financière qui a entouré la mise en œuvre de ces activités n'a pas permis à l'institution de répondre favorablement aux besoins accrus des services.- La récession financière qui a entouré la mise en œuvre de ces activités n'a pas permis à l'institution de répondre favorablement aux besoins accrus des services.							

ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Les réunions de coordination - La participation aux différents séminaires de préparation du budget - Fonctionnement de l'hôtel du Président - Salaire du personnel - Fonctionnement des services du Secrétariat Général
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Ce résultat s'explique surtout par la politique rigide des quotas dont est soumise notre Institution ;
Perspectives 2018	- La relance de la chambre permettra le fonctionnement optimal des services du CES-

Action 02 ETUDES STRATEGIQUES ET PLANIFICATION AU CES

OBJECTIF	Améliorer la qualité et l'éfficacité de la dépense au CES							
Indicateur	Intitulé:	Documents de planification et de programmation produits annuellement dans les délais au CES					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	nb						
	Année de référence:	2013						
	Valeur de référence:	3.0						
	Année cible:	2017						
	Valeur Cible	7.0					100%	
	Réalisation exercice (Résultat technique):	3						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	20 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	- Personnel de la chaîne PPBS non disponible à cause de leurs multiples sollicitations ; Absence d'un système d'information favorisant une bonne coordination des activités.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Actualisation du PAP - Actualisation du CDMT - Actualisation du PPA							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	- Ce résultat s'explique par le fait que l'Institution s'est mise en application du Nouveau Régime Financier de l'Etat depuis 2012, ce qui a permis cette familiarité dans la procédure d'élaboration du budget programme.							
Perspectives 2018	Mise en place d'un système d'information propice à une meilleure coordination des activités.							

Action 03 GESTION FINANCIERE ET BUDGETAIRE AU CES

OBJECTIF	Assurer une bonne exécution financière des programmes		
Indicateur	Intitulé:	Documents budgétaires et financiers produits annuellement dans les délais au CES	TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE
	Unité de mesure	nb	
	Année de référence:	2013	
	Valeur de référence:	3.0	
	Année cible:	2017	
	Valeur Cible	4.0	75%
	Réalisation exercice (Résultat technique):	3	

CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	12 000 000	12 000 000	0	0	0	0	0 %	0 %

CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Non informatisation de la gestion budgétaire et comptable
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Chaine des résultats ; - Rapport Annuel de Performance (RAP) ; Elaboration compte de gestion
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	L'insuffisance des moyens ne nous a pas permis de produire les cinq (05) documents de cette actions.
Perspectives 2018	Informatiser le système au regard des risques d'incohérence des données dans les différents documents produits manuellement

Action 04 AMELIORATION DU CADRE DE TRAVAIL DU CES

OBJECTIF	Doter les services des infrastructures et équipements adéquats au CES							
Indicateur	Intitulé:	Proportion de personnel disposant d'un poste de travail fixe au CES					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	nb						
	Année de référence:	2013						
	Valeur de référence:	4.0						
	Année cible:	2017						
	Valeur Cible	1.0					50%	
	Réalisation exercice (Résultat technique):	2/1						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	480 000 000	480 000 000	476 900 000	476 900 000	476 900 000	476 900 000	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	La réalisation de cet important projet est financée essentiellement par une dotation spéciale. (refernce CES/PM)							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Construction de l'immeuble siège - Acquisition des équipements Equipement de la bibliothèque							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	- Les équipements prévus en 2016 ont été entièrement acquis les travaux de construction du siège prévus en 2016 n'on pas été réalisés totalement à cause du retard accusé sur la signature des avenants des travaux supplémentaires							
Perspectives 2018	sollicitation des fonds supplémentaires pour le parachèvement des travaux de construction de l'immeuble siègesollicitation des fonds supplémentaires pour le parachèvement des travaux de construction de l'immeuble siège							

Action 05 DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES

OBJECTIF	Accroître qualitativement les ressources humaines du CES							
Indicateur	Intitulé:	Taux de mise en oeuvre du cadre organique au CES					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	%						
	Année de référence:	2013						
	Valeur de référence:	20.0						
	Année cible:	2017						
	Valeur Cible	80.0					100%	
	Réalisation exercice (Résultat technique):	80						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	39 000 000	39 000 000	47 707 267	47 707 267	29 999 997	29 999 997	62,88 %	62,88 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	La construction de l'immeuble siège n'étant toujours pas achevée, le CES n'a pas pu recruter massivement tel que prévu en début d'exercice.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Formation du personnel Recrutement du personnel							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Il reste à signaler ici qu'il ya eu quelques recrutements, mais la quasi-totalité des ressources allouées a servi à la formation et au recyclage du personnel en fonction.							
Perspectives 2018	Recrutement en qualité et en quantité des personnels à l'issue de l'achèvement de l'immeuble siège.							

2017

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.2. PROGRAMME 062

PILOTAGE ET DEVELOPPEMENT DES ATTRIBUTIONS CONFIEES AU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Responsable du programme

ESSOME BIKOU René Marie

2.2.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Objectif	Améliorer l'appui conseil en matière économique et sociale.	
Indicateur	**Intitulé :**	Nombre d'interventions du CES dans la mise en œuvre des politiques publiques.
	Unité de mesure :	nombre
	Valeur de référence	04
	Année de référence	2013
	Valeur cible	10
	Année cible	2017
Actions du programme	**Action 01** : consultations, avis et appui conseil **Action 02** : mise en œuvre et suivi de la coopération internationale **Action 03** : études spécifiques commandées	
Dotations initiales	AE : **188 000 000**	CP : **188 000 000**
Responsable du programme	**M.WONYU Emmanuel Samuel Secrétaire Général CES**	

OBJECTIF	Renforcer et faciliter la mise en oeuvre des politiques publiques		
Indicateur	Intitulé:	nombre	
	Unité de mesure	nb	
	Valeur de référence: Année de référence:	4.0 2013	
	Valeur Cible Année cible:	10.0 2014	
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: CONSULTATIONS, AVIS ET APPUI CONSEIL Action 02: MISE EN OEUVRE ET SUIVI DE LA COOPERATION INTERNATIONALE Action 05: ETUDES SPECIFIQUES COMMANDEES		
DOTATIONS INITIALES	AE 188 000 000		CP 188 000 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	ESSOME BIKOU René Marie,		

2.2.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Le Programme 062 du Conseil Economique et Social a été exécuté dans un contexte général caractérisé d'une part, par les éléments se rattachant à l'environnement économique et d'autre part, par les éléments ayant trait au fonctionnement actuel de la chambre.
S'agissant des éléments qui se rattachent à l'environnement économique**,** il faut relever que :

- Le climat d'insécurité dans nos frontières Nord et Est ;
- L'afflux des réfugiés ;
- La baisse des cours des matières premières.

Quant aux éléments qui se rattachent au fonctionnement actuel de la chambre**,** les facteurs suivants ont fortement influencé l'exécution du budget 2016 :

- Le non renouvellement de la chambre ;

Le nouvel organigramme toujours en attente de validation

2.2.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2017

Analyse de la performance globale du Programme 062

RESULTAT TECHNIQUE OBTENU	188 000 000 FCFA	
TAUX DE REALISATION DE L'INDICATEUR	100%	
DOTATION DE CREDITS REVISES (écarts)	AE :177 048 205	CP 177 048 205
CREDITS CONSOMME	AE : 177 048 205	CP : 177 048 205
TAUX DE CONSOMMATION	100%	100%
JUSTIFICATION DU RESULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	Les moyens mis à notre disposition nous ont permis dans le cadre de ce programme de : - Honorer à cinq invitations pour les colloques internationaux ; - Mettre à jour les contributions du Cameroun ; - Mener des études qui ont permis de présenter la position du Cameroun	
PERSPECTIVES POUR 2017	- La relance des activités de la Chambre va permettre une meilleure visibilité dans la mise en œuvre de ce programme ; - L'augmentation de la dotation va permettre d'éviter la déstructuration du budget ;	

2.2.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2017

<table>
<tr><td colspan="9">ACTION 01 :CONSULTATIONS, AVIS ET APPUI CONSEIL</td></tr>
<tr><td>OBJECTIF</td><td colspan="8">Améliorer l’appui conseil en matière économique et sociale</td></tr>
<tr><td rowspan="7">INDICATEUR</td><td colspan="3">Intitulé :</td><td colspan="3">Proportion de demandes d’avis suivi d’une réponse du CES</td><td colspan="2" rowspan="7">Taux de réalisation technique : 100%</td></tr>
<tr><td colspan="3">Unité de mesure :</td><td colspan="3">pourcentage</td></tr>
<tr><td colspan="3">Année de référence :</td><td colspan="3">2013</td></tr>
<tr><td colspan="3">Valeur de référence :</td><td colspan="3">30%</td></tr>
<tr><td colspan="3">Année cible :</td><td colspan="3">2017</td></tr>
<tr><td colspan="3">Valeur cible :</td><td colspan="3">PM</td></tr>
<tr><td colspan="3">Réalisation exercice (Résultat technique) :</td><td colspan="3">100%</td></tr>
<tr><td rowspan="3">CREDITS</td><td colspan="2">DOTATION INITIALE</td><td colspan="2">DOTATION REVISEE</td><td colspan="2">CONSOMMATION</td><td colspan="2">Taux de réalisation financière</td></tr>
<tr><td>AE</td><td>CP</td><td>AE</td><td>CP</td><td>AE</td><td>CP</td><td>AE</td><td>CP</td></tr>
<tr><td>7 000 000</td><td>7 000 000</td><td>7 000 000</td><td>7 000 000</td><td>7 000 000</td><td>7 000 000</td><td>100%</td><td>100%</td></tr>
<tr><td>ACTIVITES MAJEURES REALISEES</td><td colspan="8">- PM;</td></tr>
<tr><td>CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DE L’ACTION</td><td colspan="8">- Il est à relever que l’appui conseil auprès de l’instance stratégique du pays et missions stratégiques sont commis par la très haute hiérarchie;</td></tr>
<tr><td>JUSTIFICATION DU RESULTAT ET DE L’UTILISATION DES RESSOURCES</td><td colspan="8">- PM</td></tr>
<tr><td>PERSPECTIVES</td><td colspan="8">- La relance des activités de la Chambre pourra permettre une meilleur visibilité sur la mise en œuvre de l’action ;</td></tr>
</table>

<table>
<tr><td colspan="10">ACTION 02 : MISE EN ŒUVRE ET SUIVI DE LA COOPERATION INTERNATIONALE</td></tr>
<tr><td>OBJECTIF</td><td colspan="9">Garantir la pleine réalisation des missions de coopération internationale menées par CES</td></tr>
<tr><td rowspan="8">INDICATEUR</td><td colspan="4">Intitulé :</td><td colspan="4">Taux participation aux colloques internationaux</td><td rowspan="8">Taux de réalisation technique :68 ,75%</td></tr>
<tr><td colspan="4">Unité de mesure :</td><td colspan="4">pourcentage</td></tr>
<tr><td colspan="4">Année de référence :</td><td colspan="4">2013</td></tr>
<tr><td colspan="4">Valeur de référence :</td><td colspan="4">30%</td></tr>
<tr><td colspan="4">Année cible :</td><td colspan="4">2017</td></tr>
<tr><td colspan="4">Valeur cible :</td><td colspan="4">80%</td></tr>
<tr><td colspan="4">Réalisation exercice (Résultat technique) :68,75%</td><td colspan="4">68 ,75%</td></tr>
<tr><td rowspan="3">CREDITS</td><td colspan="2">DOTATION INITIALE</td><td colspan="2">DOTATION REVISEE</td><td colspan="2">CONSOMMATION</td><td colspan="2">Taux de réalisation financière</td></tr>
<tr><td>AE</td><td>CP</td><td>AE</td><td>CP</td><td>AE</td><td>CP</td><td>AE</td><td>CP</td></tr>
<tr><td>196 000 000</td><td>196 000 000</td><td>196 000 000</td><td>196 000 000</td><td>196 000 000</td><td>196 000 000</td><td>100%</td><td>100%</td></tr>
<tr><td>ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)</td><td colspan="9">- Participation aux Assemblées générale de l’AICESIS, de l’UCESA et de l’UCESIF ainsi qu’aux colloques internationaux organisées par ces institutions</td></tr>
<tr><td>CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DE L’ACTION</td><td colspan="9">- Les restrictions budgétaires n’ont pas permis d’honorer à toutes les invitations</td></tr>
<tr><td>JUSTIFICATION DU RESULTAT ET DE L’UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)</td><td colspan="9">- On avait prévu participer à huit invitations et nous n’avons assisté qu’àcinq soit un taux de 68,75% ;
- Les contributions du Cameroun sont à jour ;</td></tr>
</table>

PERSPECTIVES	- Pour une présence plus accrue et un rayonnement du Cameroun à l'extérieur, une dotation conséquente doit être mise à disposition

ACTION 03 : **ETUDES SPECIFIQUES COMMANDEES**								
OBJECTIF	Contribuer à l'amélioration du cadre socioéconomique du Cameroun							
INDICATEUR	Intitulé :		Nombre de rapports d'études traités				Taux de réalisation technique :50%	
	Unité de mesure :		nombre					
	Année de référence :		2013					
	Valeur de référence :		02					
	Année cible :		2017					
	Valeur cible :		10					
	Réalisation exercice (Résultat technique) : 5		5					
CREDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION REVISEE		CONSOMMATION		Taux de réalisation financière	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	15 000 000	15 000 000	15 000 000	15 000 000	15 000 000	15 000 000	100%	100%
ACTIVITES MAJEURES REALISEES	- Etude 1 : Socle de protection sociale : Les bonnes pratiques de fonctionnement des CES-IS - Etude 2 : Les migrations en Europe : le rôle des CES-IS face aux défis, responsabilité et solution - Etude 3 : Le rôles des CES-IS dans la lutte contre les inégalités liées à la pauvreté - Eude 4 : Adoption aux changements climatiques : quels rôles des CESE dans l'accompagnement des actions publiques et à la mobilisation de la société civile - Eude 5 : Echange d'expériences sur le fonctionnement au quotidien des CES-IS.							
CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION	- Bien que la chambre fonctionne au ralenti, et les moyens mis à cet effet étant dérisoire, l'action a été mise en œuvre							

JUSTIFICATION DU RESULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	- Malgré une dotation dérisoire,nous avons à travers les lignes du Secrétariat Général mené ces études.
PERSPECTIVES 2015	- Mettre à notre disposition une dotation conséquente pour éviter de dénaturer le budget initial

Action 01 CONSULTATIONS, AVIS ET APPUI CONSEIL

OBJECTIF	Améliorer l'appui conseil en matière économique et sociale							
Indicateur	Intitulé:	Nombre de demandes d'avis suivi d'une réponse du CES					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	nb						
	Année de référence:	2013						
	Valeur de référence:	4.0						
	Année cible:	2017						
	Valeur Cible	10.0					100%	
	Réalisation exercice (Résultat technique):	100%						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	5 000 000	5 000 000	0	0	0	0	0 %	0 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Il est à relever que l'appui conseil auprès de l'instance stratégique du pays et missions stratégiques sont commis par la très haute hiérarchie;							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- PM;							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	PM							
Perspectives 2018	La relance des activités de la Chambre pourra permettre une meilleur visibilité sur la mise en œuvre de l'action							

Action 02 MISE EN OEUVRE ET SUIVI DE LA COOPERATION INTERNATIONALE

OBJECTIF	Garantir la pleine réalisation des missions de coopération internationale menées par le CES							
Indicateur	Intitulé:	Taux de participation aux colloques internationaux					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	%						
	Année de référence:	2013						
	Valeur de référence:	30.0						
	Année cible:	2017						
	Valeur Cible	100.0					68,75%	
	Réalisation exercice (Résultat technique):	68,75						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	168 000 000	168 000 000	177 048 205	177 048 205	177 048 205	177 048 205	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	- Les restrictions budgétaires n'ont pas permis d'honorer à toutes les invitations							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Participation aux Assemblées générale de l'AICESIS, de l'UCESA et de l'UCESIF ainsi qu'aux colloques internationaux organisées par ces institutions							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	- On avait prévu participer à huit invitations et nous n'avons assisté qu'àcinq soit un taux de 68,75% ; Les contributions du Cameroun sont à jour ;							
Perspectives 2018	Pour une présence plus accrue et un rayonnement du Cameroun à l'extérieur, une dotation conséquente doit être mise à disposition							

Action 05 ETUDES SPECIFIQUES COMMANDEES

OBJECTIF	Contribuer à l'amélioration du cadre socioéconomique du Cameroun							
Indicateur	Intitulé:	Nombre des rapports d'étude traités					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	nb						
	Année de référence:	2013						
	Valeur de référence:	2.0						
	Année cible:	2017						
	Valeur Cible	8.0					50%	
	Réalisation exercice (Résultat technique):	5						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	15 000 000	15 000 000	0	0	0	0	0 %	0 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Bien que la chambre fonctionne au ralenti, et les moyens mis à cet effet étant dérisoire, l'action a été mise en œuvre							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Etude 1 : Socle de protection sociale : Les bonnes pratiques de fonctionnement des CES-IS - Etude 2 : Les migrations en Europe : le rôle des CES-IS face aux défis, responsabilité et solution - Etude 3 : Le rôles des CES-IS dans la lutte contre les inégalités liées à la pauvreté - Eude 4 : Adoption aux changements climatiques : quels rôles des CESE dans l'accompagnement des actions publiques et à la mobilisation de la société civile Eude 5 : Echange d'expériences sur le fonctionnement au quotidien des CES-IS.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Malgré une dotation dérisoire, nous avons à travers les lignes du Secrétariat Général mené ces études.							
Perspectives 2018	Mettre à notre disposition une dotation conséquente pour éviter de dénaturer le budget initial							

3. BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES

Le bilan de mise en œuvre du PPA 2016 du Conseil Economique et Social permet d'opérer un rapprochement des résultats obtenus avec l'objectif stratégique de l'Institution, mais aussi d'entrevoir des perspectives à court et à moyen terme, eu égard aux leçons apprises.

De manière générale, la mise œuvre du budget programme aura permis au Conseil Economique et Social de prendre une meilleure mesure de l'effort à entreprendre pour parvenir à une gestion optimale des ressources mises à sa disposition: d'abord en tant que promoteur de la gouvernance donc celle-ci constitue l'un des défis majeurs que le Gouvernement entend relever au cours des prochaines années pour inscrire le Cameroun au nombre des pays émergents ou les droits des citoyens sont connus et respectés ; un pays qui offre aux opérateurs économiques un environnement non seulement propice mais aussi attractif pour le développement de leurs affaires. Ensuite en sa qualité de consultant sur l'ensemble des activités afférentes à la mise en œuvre du Nouveau Régime Financier de l'Etat.

Si ces premiers résultats peuvent sembler encourageants dans l'ensemble, des corrections profondes méritent d'être apportées à la présentation des programmes, au contenu des actions et à la mesure des performances attendus du Conseil Economique et Social.

3.1. RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE

Dans l'optique de réaliser la contribution attendue du secteur « Souveraineté», en vue d'atteindre les objectifs du DSCE, le Conseil Economique et Social s'est fixé comme objectif stratégique : « ***favoriser la collaboration entre les principales activités économiques, sociales et culturelles de la République, des différentes régions et catégories professionnelles et, d'autre part, d'assurer leur participation à la politique économique, sociale et culturelle du Gouvernement*** ». Pour l'atteinte de cet objectif, le Conseil Economique et Social a identifié des actions fortes susceptibles d'apporter une valeur ajoutée à la politique de développement économique et sociale du Cameroun. Ces mesures et actions hautement transversales visent à consolider la fonction de dépositaire de l'intérêt de l'Etat en renforçant ce dernier dans son rôle de facilitateur et régulateur de l'activité économique et sociale ; améliorer l'environnement des affaires et consolider le partenariat entre le secteur public et le secteur privé ainsi que la gouvernance d'entreprise ;améliorer la participation des citoyens et de la société civile dans les affaires publiques. L'appréciation de la performance globale de l'Institution ne peut se faire qu'au regard du rendement obtenu sur chacune de ces actions.

3.2. LEÇONS APPRISES

S Sans une coordination cohérente des programmes à l'intérieur d'un chapitre budgétaire, l'efficacité du budget programme risque ne pas être perceptible. Aucune action n'étant complète par elle-même, elle a besoin des matériaux provenant d'autres actions pour être réalisée. La coordination trouve ici son caractère impératif, pour réussir la mise en œuvre des programmes ;

- Le budget programme est une construction permanente. La vague 2016 des programmes budgétaires a montré que des aménagements profonds doivent être opérés dans la présentation des programmes, le contenu des actions et la définition des indicateurs ;

- Il existe un besoin d'harmonisation de certains éléments de programmes, afin d'éviter par exemple d'avoir des indicateurs différents pour renseigner une même réalité, ou d'avoir des libellé d'actions différents donnant l'impression de traiter des réalités différentes. La mise en place d'une base de données, ou d'un répertoire des indicateurs permettrait de régler en partie ce problème qui pourrait être visible dans d'autres chapitres budgétaires ;

- Bien choisir les indicateurs permet de mieux renseigner sur les performances réalisées. Un mauvais choix d'indicateur oblige à s'écarter de la réalité exprimée par les activités menées au sein d'une action précise. Il faudrait un meilleur accompagnement dans la formulation des indicateurs.

3.3. PERSPECTIVES 2018

Renforcer la coordination opérationnelle des actions d'un programme et celle des activités d'une action, pour améliorer la qualité des résultats de chaque programme ;

- Revoir les indicateurs pour plus de pertinence dans le suivi des performances d'un programme et de ses actions ;

- Mettre en place un système de collecte des données statistiques permettant de mieux renseigner les indicateurs ;

- Poursuivre et intensifier en interne, la formation des responsables à tous les niveaux sur le budget programme ;

- Passer à une exécution budgétaire en mode programme pour susciter une meilleure quête du résultat.